

## Notre Petit Village la Terre

### Rama Yade : l'insoutenable manque de conviction

*Dans mon précédent article, j'ai écrit sur Rachida Dati, ancienne ministre issue de l'immigration, c'est le tour de Rama Yade, une autre personnalité politique d'origine étrangère écartée du gouvernement tout comme l'a été Mme Dati.*



Par Mustapha Bouhaddar

Quoi de plus normal d'évoquer ces deux personnalités qui sont en difficulté en ce moment, à quelques mois des prochaines présidentielles, où tous les coups sont permis. Avec la pléthore des partis qui fleurissent comme des champignons, il y a de fortes chances que le parti de Marine Le Pen se retrouve au deuxième tour comme en 2002. La crise économique, le chômage qui a atteint son plus grand score, le pouvoir d'achat qui baisse de plus en plus, sans oublier les licenciements économiques et l'augmentation de la TVA sociale, va pousser une partie de la population française déçue de la droite et de la gauche à se retourner vers les partis extrêmes. Mais revenons à Rama Yade.

Issue d'un milieu aisé et proche du monde politique sénégalais : sa mère est professeur de lettres et son père, professeur d'histoire et diplomate fut le bras droit et secrétaire particulier du président Léopold Sédar Senghor. La famille quitte le Sénégal pour la France en 1987, elle a alors 11 ans. D'origine léboue et de confession musulmane, elle est éduquée dans un collège catholique, l'Institution Jeanne-d'Arc de Colombes, dans les Hauts-de-Seine. Après la séparation de ses parents en 1990, son père rentre au Sénégal. La mère de Rama Yade et ses quatre filles vivent un moment dans des conditions économiques précaires dans une cité de Colombes (Hauts de Seine). Rama Yade poursuit ses études en hypokhâgne au lycée Paul-Valéry (Paris) et sort diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris en 2000.

En 2005, elle se rallie à L'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy qu'elle soutient tout comme Rachida Dati jusqu'à l'élection de ce dernier en 2007. Elle sera récompensée, puisque le chef de l'Etat l'a nommée Secrétaire d'Etat chargée des affaires étrangères et des Droits de l'Homme.

La chasse aux émigrés et l'expulsion des étrangers pendant le quinquennat de Sarkozy laisse indifférente Rama Yade. Il paraît qu'elle a failli se faire expulser quand elle était jeune étu-

diane, pour faute de papiers en règle, elle a échappé à l'expulsion de justesse. Mais on oublie souvent d'où on vient.

En ce moment, les temps sont durs pour Rama Yade. Il est révolu le temps où elle est montée au créneau pour dénoncer avec virulence la visite officielle de colonel Khadafi en France, déclarant qu'il doit « comprendre que notre pays n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. La France ne doit pas recevoir ce baiser de la mort », après avoir, quelques mois plus tôt, avoué que « certains gestes donnent envie de se laver les mains » pour avoir serré la main du dirigeant libyen à Tripoli, dans le cadre de la médiation relative à l'affaire des infirmières bulgares.

Elle s'investit dans des négociations en République démocratique du Congo contre les viols de masse perpétrés dans la région du Kivu, et s'intéresse aux réfugiés climatiques. Elle dénonce l'opération au Tchad de l'association l'Arche de Zoé et propose de mieux encadrer les adoptions. Elle participe au côté de Nicolas Sarkozy au rapatriement en France et en Espagne des journalistes et des membres de l'équipage accompagnant les membres de l'association.

Chaque fois que Rama Yade monte au créneau pour dénoncer une injustice sociale comme sa visite aux squatteurs d'Aubervilliers qu'elle a soutenus quelques heures, elle se fait toujours rappeler à l'ordre par le premier ministre François Fillon. Elle est comme ça Rama, elle ne va jamais jusqu'au bout dans ses prises de positions. Il faut dire qu'elle s'est habituée au confort que lui offre le pouvoir, elle a peur de perdre son poste, elle s'y accroche.

Récemment Le "Petit journal" de Canal + a révélé lundi soir qu'au moins trois passages de son livre provenaient, souvent au mot près, d'articles du Monde, du Figaro ou d'une tribune sur le site Internet de Marianne, non cités dans l'ouvrage. Le journaliste Vincent Glad, qui a enquêté, affirme sur son compte Twitter avoir relevé pas moins de 15 plagiat dans cet ouvrage, intitulé "Plaidoyer pour une instruction publique" et édité chez Grasset, qui n'a souhaité faire aucun commentaire. Si les deux premiers exemples du "Petit journal" portent largement sur des statistiques (niveau des élèves, sélectivité des concours), le troisième cas montre que tout un passage (page 118) a été repris sur une tribune diffusée le 27 septembre 2010 dans Marianne2.fr et écrite par une syndicaliste, Claire Mazon (Snalc), contre le chèque-éducation.

"Tout ce que je cite dans mon livre est en bibliographie ou en note de bas de

pages", a répondu Rama Yade. Pour ce qui concerne le texte de Claire Mazon, il n'est cité ni en bas de page, ni en bibliographie, mais Rama Yade précise dans le corps de son texte que "certains syndicats" se posent les mêmes questions qu'elle. "Mon erreur", a poursuivi l'ancienne secrétaire d'Etat, "c'est qu'en citant les auteurs en bibliographie, je m'autorise à les citer librement (dans le corps du texte). Mais je ne m'attribue rien. Il y a une très large bibliographie". Cette bibliographie liste une vingtaine d'ouvrages. A propos du même livre, l'élue de Colombes et du conseil régional d'Ile-de-France avait déjà dû récemment présenter des excuses au professeur de philosophie Jean-Michel Mugliani pour des citations reproduites sans guillemets, en raison selon elle d'une "confusion". L'édition reçue mercredi contient d'ailleurs un additif qui en dresse la liste : pages 17, 33, 64-65, 98-99 et 107.

#### Aucune propriété, ni résidence à Colombes.

Par ailleurs, l'élue risque d'être radiée d'ici décembre des listes électorales, le maire PS de Colombes, dans les Hauts-de-Seine, estimant qu'elle a menti sur sa domiciliation, a affirmé mercredi l'édile, confirmant une information du site Internet Atlantico.fr. Contacté mercredi, l'entourage de Rama Yade n'était pas en mesure de commenter cette information. "Comme chaque année, la commission de révision des listes électorales vérifie la régularité des inscriptions et il semble que Rama Yade, conseillère municipale d'opposition dans la ville, n'est pas régulièrement inscrite", a affirmé le maire socialiste Philippe Sarre. D'après les documents dont le maire dispose, l'élue "ne réside pas à l'adresse fournie - celle de son association 'Agir pour Colombes' - et ne dispose d'aucune propriété ni résidence lui permettant d'attester de son inscription au rôle de la taxe foncière ou d'habitation".

#### Interrogée par Le Parisien, Rama Yade dénonce "des attaques de basse politique".

"Le PS cherche par tous les moyens à m'empêcher d'être élue dans ma ville", a affirmé la vice-présidente du Parti radical, sans donner plus d'informations sur son lieu de résidence.

"Ma présence sur le terrain est quotidienne à Colombes (...) J'ai une association, une permanence et je multiplie les réunions d'appartement et les cafés-débats", a-t-elle assuré, se disant prête à fournir toutes les preuves nécessaires. A suivre...

Rama Yade s'était rallié un certain temps à Jean-Louis Borloo, un autre ministre déçu par le sarkozysme. En effet, Nicolas Sarkozy ne l'a pas nommé

Premier ministre comme il le lui avait promis, il avait reconduit Fillon au poste de Premier ministre.

Jean-Louis Borloo qui avait annoncé sa candidature naguère, s'est retiré, et Rama Yade qui s'était ralliée à lui s'est retrouvée seule. D'après les rumeurs qui courent, il semble qu'elle va se rallier à François Bayrou, comme l'a fait un autre ancien ministre, Philippe Douste Blazy.

En ce qui concerne le train de vie, Rama Yade n'a rien à envier à Rachida Dati. D'après Le Canard Enchaîné, quand elle était au gouvernement, Rama Yade s'envolait pour Port-au-Prince avec escale en Guadeloupe, afin de signer un contrat de co-opération avec Haïti. Elle emmène alors avec elle son attachée de presse, son conseiller et quelques présidents de fédérations sportives (dont le fameux Jean-Pierre Escalettes, qui vient de démissionner). Montant de la facture : une dizaine de billets d'avion en classe affaires aux frais du ministère, et donc des contribuables. 37 685 euros. Le Canard est sûr de ses informations et annonce qu'il a consulté la facture de l'agence Gallia, prestataire officiel, et le "palmipède" ajoute que la commande stipulait "classe impérative exigée".

Interrogée sur les propos de la députée UMP Chantal Brunel, qui proposa le 9 septembre 2011 «de remettre les immigrants dans les bateaux», Rama Yade a déclaré : « J'hésite entre la tristesse et l'indignation. On sent une espèce de laisser-aller, de liberté dans le propos, qui moi me fait peur. Ce n'est pas l'UMP, ça ». Alors pourquoi ne démissionne-t-elle pas, si elle est indignée par les propos émis par un membre du parti dont elle est membre ?

Les élections présidentielles approchent à grands pas, elles sont ouvertes, n'importe quel candidat peut passer, et j'imagine mal Rama Yade dans un prochain gouvernement. Alors, est-ce que ça vaut le coup de vendre son âme au diable, et faire parti d'un parti dont on ne partage pas les idéaux ? Le confort qu'offre un poste au gouvernement vaut-il la peine de mettre au placard ses racines ? Sa façon d'être ? Pire ! Sa liberté de penser.

Les Français vont bientôt voter, il faut qu'ils sachent qu'en politique un candidat doit avoir au moins trois qualités fondamentales. L'intégrité, l'intelligence et le savoir-faire. S'il lui manque la première, il vous tue.